

L'Europe, la guerre en Ukraine et la désoccidentalisation

Jean-Dominique Giuliani

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2023/2 (N° 130), PAGES 89 À 97

ÉDITIONS **IRIS ÉDITIONS**

ISSN 1287-1672

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2023-2-page-89.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



L'Europe, la guerre en Ukraine et la désoccidentalisation

Jean-Dominique Giuliani

Président de la Fondation Robert Schuman.

L'agression russe et la résistance de l'Ukraine ont agi comme un révélateur d'une tendance profonde des relations internationales que l'on nomme « désoccidentalisation ». Cette appellation recouvre ce que certains observateurs qualifient d'érosion des valeurs, de la puissance ou de l'influence de l'Occident dans le monde. Pour d'autres, il s'agit quasiment d'un slogan, d'un défi lancé à la culture, aux valeurs et à l'ordre international prévalant depuis la fin du second conflit mondial, et qui auraient été imposés par les Occidentaux. Ce mouvement peut aussi s'analyser, dans certaines parties du monde, comme une revanche sur des siècles de colonisation, voire comme la remise en cause de la démocratie représentative.

En effet, le monde assiste à une « grande bascule » démographique et économique. Avec 5 milliards d'habitants, l'Asie représente désormais 60 % de la population mondiale et l'Afrique 20 %, avec 1,4 milliard. L'Europe, qui comptait en 1900 pour 25 % des habitants de la planète, n'en rassemble plus que 7 % et 14 % avec l'Amérique du Nord. Les prévisions des Nations unies suggèrent que ces tendances s'accroissent d'ici 2050 pour atteindre 10 milliards d'habitants, avant une stabilisation du nombre d'habitants du monde, due à ce qu'il est convenu d'appeler la transition démographique.

En multipliant les liens commerciaux et en construisant des « chaînes de valeur » de dimension mondiale, la mondialisation a diffusé la richesse sur tous les continents. La Chine s'est invitée aux tout premiers rangs de la richesse macroéconomique, représentant, selon les différents calculs, environ le même

produit intérieur brut (PIB) que les États-Unis et l'Europe. Les pays émergents, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud, enregistrent des promesses de croissance leur permettant d'aspirer à jouer les premiers rôles dans le concert des nations. Les pays du G7 qui comptaient pour 45 % du PIB mondial en 1995 pourraient ne compter que pour 20 % en 2050, tandis les « émergents » passeraient de 22 % à 50 % de la richesse produite chaque année.

L'agression russe de l'Ukraine s'est accompagnée d'une propagande remettant en cause l'ordre international hérité de la Seconde Guerre mondiale, au motif que celui-ci avait été instauré sous l'influence de l'Occident. Plusieurs dirigeants d'autres nations l'ont relayée en tentant de s'affranchir de la puissante Amérique, pendant que l'Europe, avec ses spécificités, apparaissait comme ballottée entre ces revendications et son appartenance au club des démocraties.

La fin de l'après-Seconde Guerre mondiale

Si l'unité des Européens s'est trouvée renforcée dans la réaction aux menées de Vladimir Poutine sur le continent et si l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) a condamné à trois reprises, comme eux, l'agression russe, les pays émergents ont manifesté une relative distance, ménageant la Russie, instrumentalisant voire amplifiant son discours. Leur abstention dans les votes à l'ONU comme dans la mise en œuvre des sanctions envers la Russie, a symbolisé une revendication de s'affranchir de l'Occident et de ses valeurs.

Beaucoup a été écrit sur cette réaction surprenante s'agissant d'une violation de la Charte des Nations unies par un membre permanent du Conseil de sécurité. Pour autant, il n'y a pas lieu d'en surestimer les effets. Le 23 février 2023, pour la troisième fois, 144 États ont condamné l'agression russe, représentant près de 73 % du PIB mondial et 43 % de la population mondiale. Les 32 pays s'étant abstenus représentaient près de 24 % du PIB mondial et 30 % de la population mondiale. Les sept États ayant voté contre représentaient 2 % de la population et 3 % du PIB mondial. De fait, ces votes, après ceux des 1^{er} mars et 12 octobre 2022, ont néanmoins exprimé des « signaux faibles » d'une prise de distance envers la solidité de la réponse occidentale aux menées russes. Plusieurs facteurs semblent devoir l'expliquer.

Les erreurs de l'hyperpuissance et des Occidentaux

La chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide n'ont pas été gérées par la première puissance mondiale avec autant de sagesse et d'intelligence prospective qu'en 1945. La deuxième guerre d'Irak, en 2003, ou l'intervention en Afghanistan, à partir de 2001, témoignent d'un comportement sans entrave sur la scène internationale. Libérée de toute opposition crédible, l'Amérique triomphante s'est autorisée des interventions extérieures en dehors du cadre



de la légalité internationale, qui ont permis à ses ennemis de s'en servir comme prétexte pour agir illégalement à leur tour. Les Européens les ont parfois soutenues, voire réclamées lorsqu'il s'agissait de mettre en œuvre la « responsabilité de protéger » dont ils n'avaient pas seuls les moyens. Et même lorsque ces actions étaient justifiées par le risque de génocide, en Serbie ou en Libye, leur succès très relatif, voire les conséquences négatives qui en ont découlé, ont suscité la réprobation plus ou moins silencieuse de la communauté internationale. Ces interventions ont surtout « libéré » des acteurs révisionnistes, décidés à créer des situations de fait au mépris du droit. La Russie viole ainsi ouvertement la Charte des Nations unies, ses engagements internationalement reconnus et dont l'ONU est garante, comme le mémorandum de Budapest de 1994 relatif à l'intégrité territoriale et à la sécurité du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine. La Chine s'empare de la mer de Chine méridionale, violant délibérément le droit international, même rappelé officiellement par la Cour d'arbitrage internationale. La Turquie elle-même s'affranchit du droit de la mer en Méditerranée orientale.

Les organisations internationales sont apparues figées dans la configuration d'après-guerre

Dans le même temps, les organisations internationales sont apparues figées dans la configuration d'après-guerre, incapables de conférer aux puissances émergentes la place qu'elles revendiquent. Elles sont contournées ou méprisées par ceux-là mêmes qui les avaient portées sur les fonts baptismaux. Les États-Unis refusent de compléter la désignation de l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des membres permanents du Conseil de sécurité, Russie et Chine, l'empêchent par leurs veto ou leur abstention de remplir son rôle de gardien de la paix. Encouragés par ces comportements, désireux de les contrer, les acteurs internationaux qui en ont les moyens en prennent prétexte pour se libérer à leur tour des contraintes anciennes que constituent le droit et, souvent, leurs propres engagements internationaux. Les accords ou traités visant à éviter la prolifération nucléaire – Joint Comprehensive Plan of Action – de puissances comme l'Iran, ou à limiter et contrôler la course aux armements – traité sur les forces intermédiaires – sont violés ou dénoncés par les puissances signataires, Russie ou États-Unis, tandis que la puissance montante de la Chine s'en tient scrupuleusement à l'écart dans la plus parfaite opacité.

Le récit qu'ils tentent d'imposer auprès des autres acteurs internationaux s'appuie sur un sentiment post-colonial qu'éprouve la deuxième génération de dirigeants des pays ayant retrouvé leur souveraineté, génération déçue par les échecs de la gouvernance de leurs pères ou de leurs prédécesseurs, comme

en Algérie ou dans nombre de pays d'Afrique. Ce ressentiment est habilement utilisé contre les anciennes puissances coloniales, pourtant souvent les seules en mesure de les protéger du terrorisme ou d'en garantir l'intégrité. Le Mali, le Burkina Faso, la République centrafricaine, sont ainsi instrumentalisés pour diffuser une propagande antioccidentale que d'autres puissances, intéressées ou naïves comme l'Inde ou le Brésil, accréditent à leur tour. Putschistes, dictateurs ou chefs de guerre y trouvent des incitations et des prétextes à leurs menées fort peu démocratiques.

Ainsi se trouve un peu rapidement évoquée l'idée d'un « Sud global », qui souhaiterait rompre avec un ordre international réputé occidental. Cette étrange coalition est pourtant très disparate et peine à s'organiser. Elle trouve des expressions concrètes dans la mise sur pied de regroupements distincts des grandes organisations internationales : les BRICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Russie), l'Organisation de coopération de Shanghai, d'abord limitée en 2001 à la Chine, la Russie et trois États d'Asie centrale, puis étendue en 2015 à l'Inde et au Pakistan, ainsi qu'à l'Iran en 2021 – elle affirme représenter 20 % du PIB mondial et 50 % de la population de la planète, et s'ajoute à l'Union économique eurasiatique et à l'Organisation du traité de sécurité collective, outils de la Russie destinés à garder un lien fort avec son étranger proche après la dislocation de l'Union soviétique.

Ces mouvements s'appuient sur une addition de ressentiments qui, en ce qui concerne la Russie, s'apparente à un dangereux révisionnisme conduisant jusqu'à la guerre. Le déclenchement de l'agression russe en Ukraine n'est que la continuation d'une volonté de s'affranchir de l'attraction de l'Union européenne sur son environnement proche, qui met en évidence les échecs économiques, sociaux et politiques du plus grand pays du monde par la géographie, accaparé par un clan d'anciens du Comité pour la sécurité de l'État (KGB) qui ont fait main basse sur ses institutions. Les conséquences en ont été jusqu'ici contraires aux objectifs recherchés, qui se sont, un temps, trouvés stimulés par la guerre en Géorgie puis dans le Donbass.

La Chine communiste poursuit son but de devenir la première puissance mondiale et d'ainsi prendre sa revanche sur l'Occident. Xi Jinping n'ayant pas la prudence de son prédécesseur immédiat, elle revendique haut et fort son défi lancé à l'Amérique et, au-delà, à l'ensemble des puissances occidentales, dont elle reste cependant économiquement dépendante. Elle se recentre et se ferme, retrouve les vertus d'une idéologie totalitaire qui pénètre tous les milieux de sa société et n'hésite pas à s'isoler complètement, à l'image de sa lutte contre le Covid-19.

Au Moyen-Orient, du fait du retrait américain, les différentes puissances s'affrontent indirectement, puis se retrouvent dans une « moyen-orientalisation » rapide qui permet aux ennemis d'hier de se réconcilier – Iran-Arabie saoudite – ou aux parias de tenter de revenir dans le concert des nations – Syrie.



Quel rôle pour l'Europe ?

De son côté, l'Union européenne, malgré le Brexit, s'est soudée dans une unité forcée. Face à la pandémie d'abord, qui a démontré sa force et sa capacité d'adaptation en additionnant les atouts de ses États membres et en utilisant de manière totalement nouvelle ses institutions et la richesse de son économie. Face à l'agression russe ensuite, cette fois-ci jugée inacceptable compte tenu de la fragilité du patchwork ethnique et religieux d'un continent pacifié. Et désormais face à la Chine, qui est loin de pratiquer spontanément la réciprocité dans les échanges et la diplomatie.

L'Union s'est engagée dans la révision de ses politiques traditionnelles de concurrence et de protection privilégiée du consommateur pour développer des politiques sectorielles propres à réduire ses dépendances et accroître sa liberté d'action. On y parle désormais ouvertement de « souveraineté », d'« autonomie stratégique » ou de politique industrielle volontariste. Elle a élaboré un programme concurrent des « nouvelles routes la soie » chinoises, dénommé « Global Gateway » ou « passerelle mondiale », prévoyant la mobilisation de plus de 300 milliards d'euros d'investissements dans les infrastructures de pays tiers en relation avec elle, qui reste l'un des plus grands pôles économiques du monde.

Elle subventionne les filières industrielles d'avenir, qu'elles concernent le spatial, les terres rares, les puces électroniques, les batteries ou l'informatique quantique. Elle entend prendre la tête de la lutte contre le réchauffement climatique en décidant d'une politique très volontariste de transition écologique. Elle exige de plus en plus que l'accès à son marché soit conditionné au respect de ses règles en la matière ou concernant les droits de l'homme. Elle n'hésite pas à remettre en cause sa politique commerciale d'ouverture en se montrant plus exigeante dans le contenu des accords venant compléter une batterie de plus de 52 accords commerciaux. Elle accroît considérablement son aide et ses investissements en Afrique. Elle tente de faire entendre sa voix sur la scène internationale et s'appuie davantage sur ses capacités réelles et ses savoir-faire de coopération. Elle demeure la principale pourvoyeuse d'aide au développement et d'aide alimentaire. Elle inquiète moins que ses partenaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qu'elle complète facilement par son *soft power* et ses soutiens financiers.

Au-delà de ces atouts, souvent sous-estimés en Europe même, elle demeure plus que jamais attirante, au point d'être confrontée à une immigration massive. Le mode de vie européen est en effet bien séduisant dans un monde qui supporte de moins en moins les inégalités et dans lequel peu d'États sont en mesure d'assurer confort, protection et santé de son niveau d'exigence. Elle est

L'Union européenne s'est soudée dans une unité forcée

surtout un espace de droit et de libertés exceptionnel, alors que les rapports de force et souvent le fait accompli redeviennent la règle en matière de relations internationales. Bâtie sur et par le droit, malgré les nuances de ses membres, la différence des histoires nationales, les divergences et les crises, elle progresse et devient de plus en plus irréversible.

L'Europe, atout de l'Occident ?

L'Union européenne n'est pas un empire ; elle n'est pas non plus un État. Elle n'inquiète pas ses partenaires, elle les intéresse. Ses faiblesses apparentes, c'est-à-dire sa préférence pour le *soft power* plutôt que l'usage de la force, son savoir-faire en matière de négociation, son expérience du compromis, la rendent particulièrement attrayante alors que les rapports de force et la brutalité

refont surface sur la scène internationale. Elle dessine peu à peu une typologie moderne de la puissance relevant plus de caractéristiques féminines que du machisme traditionnel des rapports entre États. Les valeurs de liberté, de démocratie, d'État de droit et de non-discrimination, qu'elle défend, consacrées et protégées par ses traités, malgré quelques vaines contestations en son sein, restent pour la plupart des citoyens du monde une attraction considérable.

L'Europe, unie, résiste aux crises et poursuit son intégration. Le soutien de ses peuples s'est accru, même s'il n'est pas toujours accompagné de l'enthousiasme de ses élites forgées au fonctionnement de l'État-nation. Elle est un exemple copié, ce que l'on ignore parfois, de l'Afrique à l'Amérique latine en passant par l'Asie où moult tentatives de coopérations régionales voient le jour. L'Europe est aussi de nouveau au cœur d'une guerre

qui préoccupe le monde. C'est également l'une des raisons d'inquiétude et de prudence des nations tiers. L'histoire a enseigné qu'une guerre en Europe pouvait facilement déborder sur le reste du monde.

Dans la crise ukrainienne, l'Union européenne a montré une unité remarquable dans ses décisions : dix trains de sanctions concernant plus de 1 400 personnes et 205 entités, une aide de près de 70 milliards d'euros à

L'Union européenne dessine une typologie moderne de la puissance relevant plus de caractéristiques féminines que du machisme traditionnel des rapports entre États



l'Ukraine, des achats d'armes et de munitions groupés et financés partiellement par la solidarité entre États membres. Elle garde une force de négociation qui pèse dans les discussions commerciales. Elle se réarme enfin à grands trains et se met peu à peu en posture d'affronter des défis sécuritaires ultérieurs. Mais elle a choisi unanimement de faire obstacle à Vladimir Poutine, dont les agissements pourraient déstabiliser l'ensemble du continent.

Elle demeure pourtant plus attrayante que la puissante Amérique car elle maintient une posture de dialogue et d'apaisement, se montre raisonnable et reste ouverte aux coopérations. Si les États-Unis sont le bras armé de l'Occident, peu à peu sa conscience et ses valeurs sont, aux yeux de beaucoup, mieux incarnées par l'Europe. Vivre « à l'europpéenne », c'est-à-dire dans une société de droit et de solidarités, est une aspiration partagée par nombre de peuples sur la planète. Et la relativité des succès de l'usage de la force armée, comme l'ont montré l'Irak, l'Afghanistan ou l'Ukraine, met en valeur ses atouts. Les critères de la puissance ont évolué et l'Europe, si elle ne s'assoupit pas sur ses acquis, dispose d'atouts réels pour le futur. Ses États membres, y compris les plus engagés dans la relation transatlantique, assument une volonté de dialogue et de proximité avec les nations émergentes et en développement. De la Suède à l'Espagne, en passant par l'Allemagne et la France, tous affichent une volonté de bâtir avec elles des relations fortes, confiantes et stables. L'Union européenne en tant que telle a elle-même profondément modifié sa relation avec les pays en développement pour passer de l'aide à la coopération. De fait, l'Union et ses États membres demeurent de très loin les principaux donateurs d'aide au développement dans le monde, avec près de 70 milliards d'euros chaque année, un chiffre en forte hausse depuis la crise sanitaire. L'aide européenne concerne tous les continents et les critères de son attribution sont clairs, généreux et souvent désintéressés. Sa présence reste la plus appréciée, malgré les investissements intéressés d'autres puissances comme la Russie ou la Chine. Si, par exemple, la présence et l'activisme chinois en Afrique intriguent, et en dépit d'une très forte poussée commerciale de la Chine, les plus gros détenteurs d'actifs étrangers en Afrique sont toujours européens, représentant 40% du stock d'investissements, avec en tête les investisseurs du Royaume-Uni (65 milliards de dollars) et de France (60 milliards de dollars).

Comme l'imaginait Robert Schuman, la relation entre l'Afrique et l'Europe reste exceptionnelle et incontournable. Les tentatives actuelles, largement médiatisées, de la Russie et de la Chine d'accréditer l'idée qu'elles pourraient se substituer à ces relations séculaires relèvent davantage de la propagande que de la réalité. L'aide russe ressemble de plus en plus, notamment à travers les agissements de la milice Wagner, à une prédation de la pire espèce et la présence chinoise à une stratégie commerciale de long terme n'hésitant pas à créer, particulièrement au moyen de la dette, des dépendances durables. Contrairement aux sommets Union-Afrique, qui évoquent les questions financières et réglementaires concrètes de programmes de long terme

s'intéressant à des problématiques environnementales ou économiques, les réunions de même nature entre la Chine et la Russie s'apparentent plus à des relations d'empires à tributaires. Ainsi la Russie déploie tous ses efforts pour que le prochain sommet Afrique-Russie de l'été 2023, qui doit se tenir en Afrique du Sud, rassemble au moins autant de participants que les réunions de même type avec les États-Unis ou l'Europe, pour démentir l'isolement de son dirigeant par ailleurs poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI), c'est-à-dire normalement susceptible d'être arrêté par le pays organisateur d'un tel sommet. Cette situation a d'ailleurs donné lieu à un pas de deux de la diplomatie sud-africaine, le parti majoritaire, le Congrès national africain (ANC), au pouvoir, souhaitant pour ces raisons que son pays – qui l'a démenti aussitôt – se retire de la CPI.

Ces exemples témoignent de l'attrait que conserve l'Europe dans le monde, de l'attrance que suscite l'Union européenne et de sa réussite dans la pacification du continent. L'Europe demeurera pour longtemps une terre

d'immigration parce qu'elle attire par son corpus de valeurs, ses règles de droit et les solidarités qu'elle a développées avec ses citoyens et entre ses États membres. Son *soft power* est remarqué, apprécié et souvent considéré comme une alternative utile aux simples rapports de force. Elle a mis en œuvre des outils originaux, d'abord à ses frontières et désormais au-delà, pour financer des initiatives conformes à ses valeurs pacifiques. Elle constitue incontestablement une alternative au choix binaire qu'offrent les superpuissances, en n'obligeant pas à choisir un autre camp que celui des démocraties, de l'État de droit et des droits de l'homme. Elle

L'Europe constitue incontestablement une **alternative** au **choix binaire** qu'offrent les **superpuissances**

est le meilleur remède aux tentatives intéressées et dangereuses de la Russie et de la Chine de construire un autre ordre international pour s'opposer au *leadership* des États-Unis, car elle demeure attachée au droit international, au respect de la souveraineté et de l'indépendance des États, tout en demeurant ouverte et généreuse.

La « désoccidentalisation » prônée par ces deux États totalitaires ne paraît donc pas si crédible alors qu'existe l'exemple européen de coopérations fructueuses et, surtout, durables. Les grands États que sont l'Inde ou le Brésil, désireux eux aussi de voir révisé l'ordre international qui s'est imposé au lendemain du second conflit mondial, tentent néanmoins de ne pas se laisser entraîner dans une confrontation entre l'« Ouest » et le « Sud global ». Ils veillent à entretenir des relations équilibrées et parfois acrobatiques avec toutes les parties prenantes et entendent bien demeurer dans le camp des démocraties, ce qui constitue une limite à leur rapprochement avec ces dictatures.



La revendication de « désoccidentalisation » peut faciliter et nourrir leurs revendications de relations internationales multipolaires plus respectueuses des nations émergentes. Elle ne saurait justifier totalement les discours revanchards ou agressifs des deux puissances qui ont initié ce mouvement. Et l'action illégale et condamnable de la Russie en Ukraine ne saurait la qualifier pour imaginer un nouvel ordre international qui ne conduirait qu'à la déstabilisation et aux conflits.

□

Aussi l'Europe, et plus spécialement l'Union européenne, c'est-à-dire les nations du continent ensemble, constitue-t-elle une opportunité de démontrer que les nations occidentales ont pris la mesure de la demande d'un monde plus respectueux des nouveaux rapports de force. Son action, pourtant, ne saurait se départir de son attachement et de la défense nécessaire d'un corps de valeurs universelles consacrées par la Charte des Nations unies et inscrites dans ses propres traités constitutifs. C'est la vraie raison de son implication et de son unité aux côtés des États-Unis dans l'opposition aux menées russes sur le continent. La défense du droit et d'une société internationale organisée et respectueuse des souverainetés est pour l'Union européenne un engagement existentiel, comme l'est la promotion des droits de l'homme, c'est-à-dire le respect de la liberté et de la dignité de toute personne humaine. ■